Mardi dernier (19 mars), une grande partie des écoles parisiennes était fermée ; et cela faisait très longtemps qu'on avait pas vu autant d'enseignant.es grévistes.

Dans mon école, nous n'avons même pas eu besoin de discuter : le choix était très clair pour tous et toutes. Hors de question de ne pas être en grève.

La pétition des directeurs et la peur de la disparition du statut a fait basculer ceux et celles qui n'étaient pas encore alarmé.es, les menaces de sanction du DRH du ministère envers les enseignant.es de CP ayant refusé les évaluations nationales a fini de mettre en colère tout le monde. Tout le monde déteste Jean-Michel, et donc tout le monde en grève.

Le matin, on retrouve tout ce petit monde à la Bourse du travail pour une assemblée générale – bonne nouvelle, la salle prévue est trop petite et on est obligé de migrer dans "la Croizat". Pour celles et ceux qui ne connaissent pas, la Croizat c'est la grande salle de la bourse, celle avec la verrière et les boiseries, et surtout, avec le buste de Jaurès qui vous regarde quand vous prenez la parole…

Nous sommes donc 150 dans cette salle, ce qui pour une AG du 1er degrés à Paris, est énorme !
Le communiqué de l'AG se terminait (impossible de remettre la main sur le début, désolé) par :
Nous appelons l'ensemble des collègues à se mobiliser dès demain et à entrer en grève à partir du jeudi 28 mars.
Nous appelons dès maintenant à faire remonter des intentions de grève.

> Du monde à l'AG de grève 1er degré de la région parisienne ce matin!
> pic.twitter.com/JC6wF8DlRa
>
> — STOP réformes Blanquer (@STOPreformes) 19 mars 2019

> AG parisienne 1er degré = grève reconductible à partir du 28/03 ✊✊
>
> — namu0g (@namu0g) 19 mars 2019

A 13h, un beau cortège éducation se promenait dans Paris.

A 17h, retour à la Bourse du travail avec les enseignant.es de CP : une cinquantaine d'enseignant.es de CP sont bien décidé.es à ne pas se laisser intimider et à ne pas faire passer les évaluations nationales. "Au pire, un blâme, c'est pas grand chose" dit quelqu'une.
Les autres présent.es leur accordent tous leur soutien. On se dispute un peu sur la prochaine date de mobilisation, mais l'important c'est qu'on est là, ensemble et déterminé.

Finalement, ce sera une manifestation contre l'autoritarisme (et en soutien au collègue) le 27 mars.

> Belle réunion intersyndicale sur les évaluations Blanquer : une cinquantaine de profs de CP présent.e.s, bien décidé.e.s à ne pas faire remonter les résultats.
>
> — Mandarine (@Toto_Mandarine) 19 mars 2019

Dès le lendemain, l'intersyndicale annoncera la suite des festivités dans un communiqué commun :

Face à Blanquer et consorts, intensifions notre mobilisation ! Montrons notre opposition au projet de loi dit « école de la confiance »

Création d'usines à savoirs avec la suppression de la fonction des directeur-trices d'école, volonté de restreindre la liberté de parole des enseignant-es, casse de la formation initiale, cadeaux au privé avec la scolarisation obligatoire à 3 ans… C'est une véritable entreprise de démolition du service public d'éducation à laquelle se livre le ministre Blanquer.
Au fond des réformes, s'ajoute la méthode Blanquer : l'autoritarisme et la menace ! L'Académie de Paris a d'ailleurs été prompte à s'engager dans cette dérive en menaçant de sanctions disciplinaires les enseignant-es de CP mobilisé-es.

Les organisations syndicales parisiennes SNUipp-FSU, SNUDI-FO, Se Unsa, Sud Éducation, CNT-Ste et CGT Educ'Action réaffirment leur unité et leur détermination à combattre la casse de l'école publique et la dégradation des conditions de travail des enseignant-es. Elles réaffirment leur soutien aux nombreux-ses collègues de CP menacé-es de sanctions et leur exigence d'arrêt des pressions.

Face à cette offensive idéologique, les enseignant-es des écoles parisiennes se mobilisent fortement. Les organisations parisiennes Snuipp-FSU, SNUDI-FO, Se Unsa, Sud Éducation, CNT-Ste et CGT Educ'Action rappellent les actions en cours et soutiennent pleinement l'ensemble des actions collectives notamment évoquées lors de l'AG de grève du 19 mars :

organisation de réunions de circonscriptions réunissant les collègues, informations des parents d'élèves…
vote de la motion de soutien aux collègues de CP mobilisé-es et rassemblement mercredi 27 mars
grève dès le 28 mars comme cela a été voté par 126 collègues en AG le 19 mars
manifestation parents-enseignant-es samedi 30 mars

Pour les organisations syndicales parisiennes SNUipp-FSU, SNUDI-FO, Se Unsa, Sud Éducation, CNT-Ste et CGT Educ'Action, la mobilisation doit s'intensifier !

Puis le lendemain, dans un mouvement commun, les syndicats décident de claquer la porte de la CAPD qui ne peut donc pas se tenir :

Face à la dérive autoritariste de l'Académie et du Ministère,
en soutien à nos collègues menacé.es de sanction,
tous.tes les élu.es du personnel quittent la CAPD du 21 mars !

En début de CAPD, dans une déclaration commune, les organisations syndicales SNUipp-FSU, SNUDI FO, SE-Unsa et Sud Education ont de nouveau dénoncé la dérive autoritariste du Ministère et de l'Académie. Leurs représentant-es ont exigé qu'aucune sanction ne soit adoptée contre les enseignant.es de CP mobilisé-es. L'ensemble des élu.es du personnel a dénoncé les abus de la hiérarchie dans certaines circonscriptions.

En effet, certain-es IEN ont transmis avec un zèle inacceptable les menaces académiques. Lors de l'échange, le Dasen a tenu à réaffirmer tout son soutien aux IEN et ceci à de multiples reprises. Il a souligné la difficulté de leur métier, surtout à Paris. Les organisations syndicales ont quant à elles dénoncé des abus et dérives à l'oeuvre dans certaines circonscriptions : enseignant.es sorti.es de classes, pression
sur les enseignant.es chargé.es de direction, demande de remontée des noms des collègues, menaces d'interdiction d'exercer en CP, exigence d'une réponse écrite le jour même de la part des enseignant.es… Malgré une heure trente d'échanges, le Dasen s'est contenté d'indiquer qu'il ne

pouvait pas croire que ces dysfonctionnements” étaient possibles, connaissant “tou.tes les IEN et leurs valeurs”.
En dépit de nos demandes réitérées, le Dasen a refusé d’apporter le moindre soutien aux professeur.es des écoles si des abus de la hiérarchie étaient démontrés. Il s’est contenté de demander aux organisations syndicales de lui remonter, hors séance, ce qu’il appelle des “dysfonctionnements” afin de les analyser. Devant ce refus de soutenir les professeur.es des écoles – alors qu’il a réaffirmé explicitement tout
son soutien aux IEN de manière répétée – les organisations syndicales ont quitté la séance. Il n’est pas possible que l’Institution refuse de dénoncer ouvertement les abus réellement constatés sur le terrain dans certaines circonscriptions.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU, SNUDI FO, Se Unsa et Sud Education ont donc quitté la CAPD. L’ensemble des élu.es du personnel décide de ne plus siéger à aucune instance ou réunion de travail dans l’attente de leur rencontre avec le Recteur mercredi 27 mars. Par cette attitude, l’Académie prend la responsabilité
d’ajourner les décisions individuelles attendues par les collègues qui auraient dû être prises lors des CAPD et Groupes de Travail.

Les organisations syndicales réaffirment leur plein soutien aux collègues, exigent qu’aucune sanction ne soit prise et que les pressions cessent. Elles appellent chaque conseil des maitres.sses à adopter la motion qu’elles proposent pour affirmer le
soutien de chacun.e à nos collègues mobilisé.es et à affirmer leur refus de la dérive autoritariste actuelle. Les enseignant.es des écoles parisiennes doivent être massivement présent.es lors du rassemblement mercredi 27 mars à 13h30 Place de la Sorbonne.

C’est bien toute la profession que le Ministère veut caporaliser ! Aujourd’hui, ce
sont les enseignant.es de CP qui sont visé.es et demain, à qui le tour ?!

D’ici le 28, plusieurs AG et réunions sont aussi organisées localement.
Les enseignant.es travaillent les liens avec les parents, notamment dans la perspective du 30 mars. La FCPE Paris a d’ailleurs communiqué contre la loi Blanquer : “Loi Blanquer pour une école de la confiance : un projet de loi qui porte bien mal son nom” écrivent-ils/elles.

A suivre…